



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

MINISTÈRE
DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA SANTÉ

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE,
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

1^{er} Conseil d'Orientation Technique de l'Observatoire de l'alimentation 10 décembre 2012



Section sanitaire de l'Observatoire de l'alimentation

- Étude de prototypage -

Témoignages des entretiens menés par l'Anses auprès des différents partenaires (oct 2011-fev 2012)

- 26 Syndicats interprofessionnels :

ADEPALE, AFCA CIAL, ALLIANCE 7, ANIA, APRIFEL, CGAD, CIDEF, CLIPP, CNIEL, COOP de FRANCE, FECD, FICT, FNCG, FNCGV, INAPORC, IRTAC, INTERCEREALES, INTERFEL, SNIA, SNIPO, SNIV SNCP, SYNABIO, SYNALAF, UNILET

- Administrations centrales : DGCCRF, DGS, DGAL

- Association de consommateurs : CLCV, CNAFC

pour les syndicats et/ou opérateurs

Valoriser des données et des actions existantes

- « données dormantes » des opérateurs
- investissement/maîtrise
- renforcement des démarches collectives

Se confronter aux autres afin de s'en inspirer et d'en retirer le meilleur - parangonnage

- un secteur/ensemble
- un opérateur/secteur
- données privées/publiques

Identifier des perspectives d'action

- évaluer l'impact des pratiques sur les évolutions observées
- identifier des marges de progrès (variabilité des pratiques et des résultats)
- inclure des phénomènes émergents (événements inhabituels, tendances)

pour les pouvoirs publics

Planifier et organiser les plans de surveillance et de contrôles

- optimiser la programmation : récurrence des plans, choix des matrices et des contaminants

Optimiser l'évaluation des Plans Maîtrise Sanitaire

- avoir une idée des niveaux « raisonnablement » prévisibles de contamination
- mieux juger de la pertinence des plans d'échantillonnage

Identifier des perspectives d'action

- adapter les mesures de gestion (notamment si phénomènes émergents)
- faire évoluer les plans de formation des services officiels en cas de besoin

Évaluer l'impact des mesures de gestion

- analyser des tendances - inter-filières - à partir de données élargies et validées

pour les consommateurs

- Accéder à un dispositif transparent sur la gouvernance, la collecte et l'analyse des données de contamination
- Accéder aux informations, notamment hors temps de crise
 - par des rapports périodiques, compréhensibles, sur l'évolution des indicateurs
- Avoir la possibilité de rapprocher les données publiques/privées

pour l'évaluateur des risques

- Construire une base de données de référence sur les dangers chimiques et microbiologiques
- Accéder aux données en cas de nécessité d'évaluation de risque, après accord des propriétaires des données
- Pouvoir conduire des travaux méthodologiques (hiérarchisation, analyse de risque) à promouvoir dans un contexte international

pour tous !

Reconstruire la confiance des consommateurs

Participer à un débat (inter)actif et pluridisciplinaire sur la sécurité sanitaire des aliments

- contribuer à l'élaboration des indicateurs, leur interprétation et aux modalités de communication : point critique à maîtriser ++ !
- échanger sur des thématiques transversales (végétaux-animaux, public-privé...) dans une démarche fédératrice de long termes pour une amélioration continue

Produire de l'information continue de la «fourche à la fourchette», avec évolution possible selon l'état des connaissances

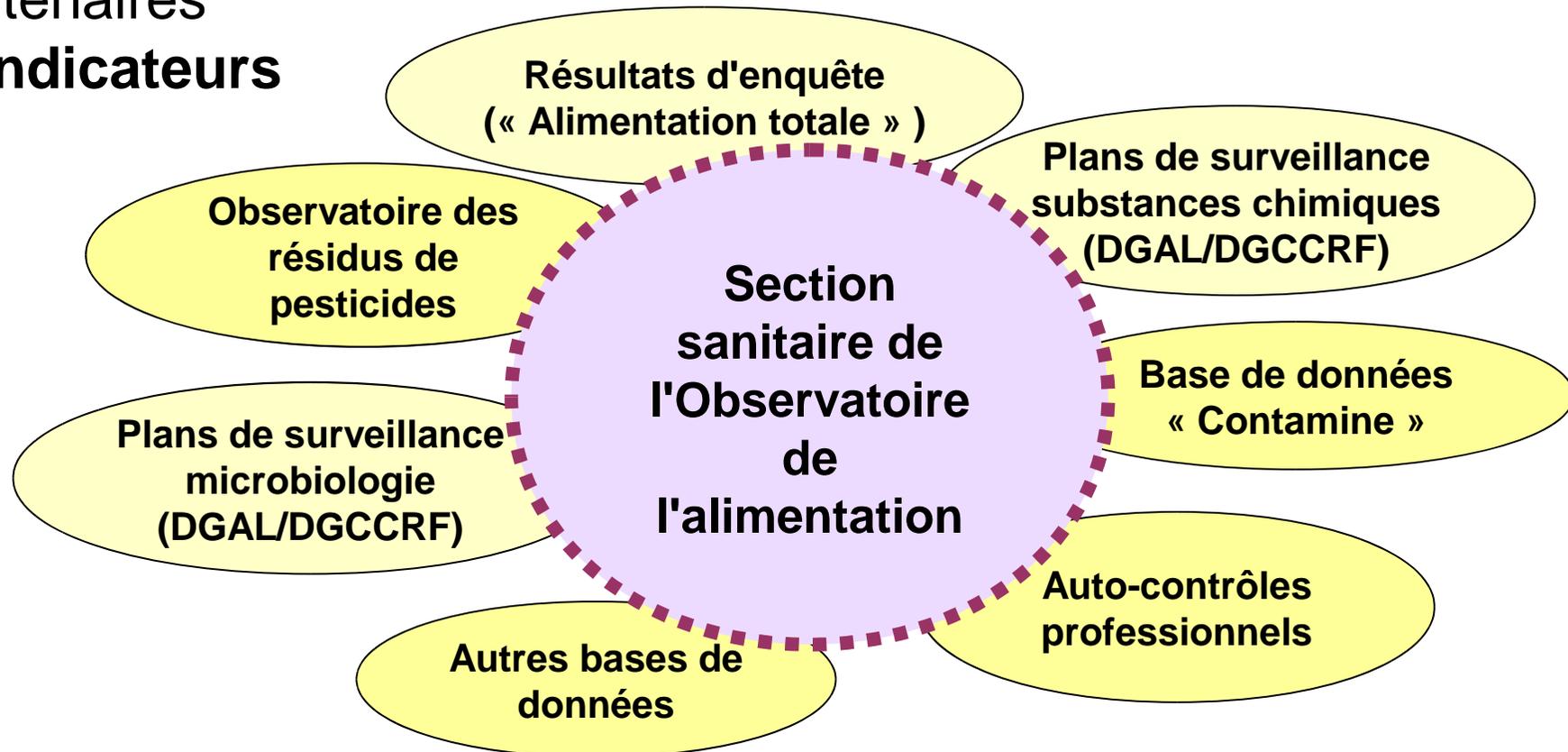
- évaluer l'exposition du consommateur
- identifier les complémentarités des acteurs, l'impact des différents stades de la chaîne alimentaire
- aider à une prise de décision, argumentée collectivement et intégrée (à partir de données représentatives de la situation nationale)

Gagner en crédibilité grâce à la disposition de données factuelles

Comment ?

→ **Une base de données de référence nationale** : mutualisant des données publiques et privées disponibles, sur la base du volontariat des partenaires

→ **Des indicateurs**



**Ponts entre dispositifs existants + intégration de nouvelles données
= Métabase standardisée/référentiels européens**

Etape n°1: Etude de prototypage

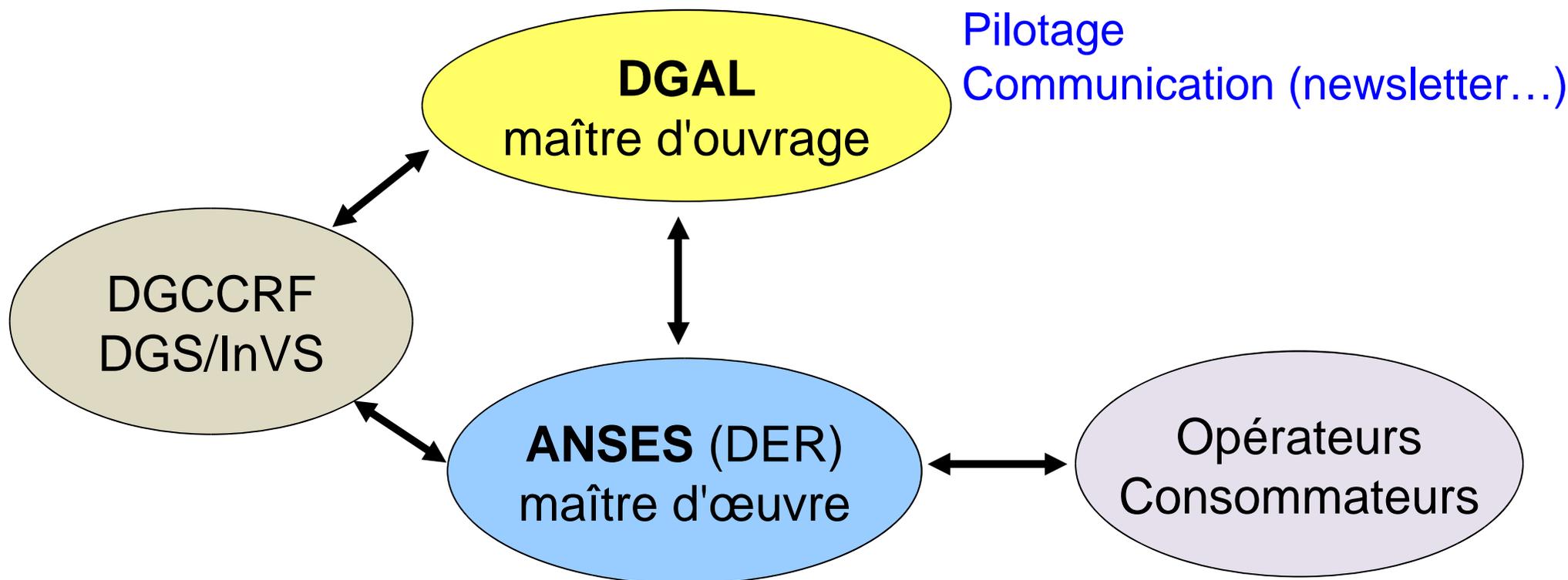
(Convention DGAL-Anses nov. 2011-août 2013)

Inventaire de l'existant

- Identification des attentes des partenaires
- Etat des lieux des pratiques d'autocontrôles
- Définition de listes prioritaires par hiérarchisation de l'existant (volontariat et disponibilité)

Simulation (étude de cas)

- Évaluation des dispositifs de collecte des données
- Évaluation de la qualité des données
- Tests des indicateurs à différentes échelles (entreprise individuelle, groupe d'entreprises, niveau national)



Consultation des partenaires

Animation de groupes de réflexion pluridisciplinaires (GR):

- sélection des couples matrices/contaminants,
- mise en place du dispositif de collecte et d'analyse des données,
- construction des indicateurs

5 secteurs contactés à travers leur syndicat/fédération

▪ SNIV

Abattage, découpe
transformation
Viandes

▪ FNICGV

▪ STF

Fumage et conserves
de Poissons

▪ FIAC

▪ OQUALIM

Alimentation Animale

▪ IRTAC

Céréales et
Alimentation Animale

CITPPM

MATRICES ANIMALES

MATRICES

VEGETALES

Denrées alimentaires
(matières premières
& produits finis)

Denrées alimentaires
(produits finis)

Alimentation animale

Denrées alimentaires
(matières premières ,
produits finis) &
Alimentation animale

+ DGAL + DGCCRF

Calendrier du prototypage



Nov.2011-----Janvier 2013-----Aout 2013

❖ **État des lieux, sondages**

❖ **Groupes de réflexions :**
hiérarchisation des contaminants
Indicateurs

❖ **Communication**
(Retour d'expérience)

• **Études de cas :**
données publiques et privées

Prototype

Objectiver le niveau sanitaire de l'aliment ?

de la mutualisation... à la collaboration

